

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

L'an deux mille vingt-cinq Le 09 octobre à 19 h 00

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE Le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du conseil de la mairie de Rognaix en séance publique sous la présidence de M. Patrice BURDET, maire

Nombre de conseillers :

En exercice : 9 Présents : 6

Votants: 7
Pour: 7
Contre

Contre : Absentions :

Date de convocation : 02/10/2025

Date d'affichage : 13/10/2025

Etaient présents : Patrice BURDET, Benoit CHAMIOT-MAITRAL, Marie-Agnès DUC, Olivier HAZARD, Monique NAGORNY, Sébastien TATOUT

Excusés : Estelle MARTIN-BORRET (pouvoir à Monique NAGORNY),

Absent: Alou COULIBALY, Salvatore OLIVA

Formant la majorité des membres en exercice

Marie-Agnès DUC est élue secrétaire de séance

Délibération n°2025-39

Objet: Acquisition de la parcelle A 2847 – succession MICHEL Maurice Hippolyte

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que l'acquisition de la parcelle A 2847 d'une superficie de 37 m² est nécessaire pour le projet de construction situé CD 66, route de la Basse Tarentaise.

Cette parcelle, située dans le périmètre de la zone AuB et faisant partie du tènement cédé à Monsieur SPOTO, n'avait pas été intégrée dans l'actif successoral de feu MICHEL Maurice Hippolyte.

Le notaire en charge de la vente entre les héritiers et la commune établira, préalablement à la cession, une attestation de propriété immobilière après décès afin de régulariser la situation successorale.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal d'autoriser l'acquisition de cette parcelle aux conditions définies ci-après.

Après avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- AUTORISE l'acquisition de la parcelle A 2847, d'une superficie de 37 m².
- FIXE le prix d'achat à 75 euros le m², soit 2 775 € au total, aux héritiers de M. MICHEL Maurice Hippolyte.

- PRÉCISE que l'acquisition est subordonnée à la régularisation de la succession et à l'établissement préalable de l'attestation de propriété immobilière après décès,
- **INDIQUE** que, conformément à l'article L.2241-1 du CGCT, cette acquisition n'est pas soumise à l'avis préalable de la Direction de l'immobilier de l'État, le montant étant inférieur au seuil applicable,
- CHARGE Maître Myriam BOIRON-MONTOUX notaire à Grésy-sur-Isère, de rédiger l'acte.
- DIT que les frais notariés seront à la charge de la commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

La 1^{ère} adjointe, Monique NAGORNY

